

# LA VOIX DU NORD

## RAISMES

### **Fermeture du trésor public: quelles solutions pour la proximité?**

Le centre des impôts-trésor public de Raismes fermera définitivement ses portes le 31 décembre. À partir du 2 janvier 2017, les usagers sont invités à formuler leurs demandes sur le net ou à se rendre rue Raoul-Follereau à Valenciennes. Un changement d'habitude qui n'est pas sans inconvénients.

C'est un service de proximité qui disparaît pour les Raismois. Déjà menacé l'an dernier, leur trésor public était encore cette année sur une liste de quatre sites dont la fermeture était sérieusement envisagée par la direction de Lille. En bout de course, il est le seul à disparaître, Pont-à-Marcq, Saint-Pol-sur-Mer et Anzin ayant réussi à passer entre les mailles. Ce sont quatre postes de fonctionnaires d'état qui vont être redéployés ailleurs.

Les conséquences ne sont pas négligeables pour les usagers. Nous en avons listé quelques-unes.

« L'avenir serait au I-contact, à l'accueil sur rendez-vous ou à un appel sur un centre, avec un numéro surtaxé ! »

1 La direction de Lille oriente les usagers vers son site internet : [impot.gouv.fr](http://impot.gouv.fr). Par ailleurs, un affichage est prévu à Raismes pour signaler également un numéro d'appel mis à disposition, pour ceux qui ne sont pas encore connectés au net, notamment les personnes plus âgées. Attention à vos déclarations en ligne : « Le net a ses limites, affirme un syndicaliste, il est parfois difficile d'accès et de compréhension. Il y a beaucoup d'erreurs liées aux saisies trop rapides. Après on voit arriver des gens avec plusieurs taxes d'habitation, où pour des locaux qui ne sont pas à eux... »

**2** L'avenir serait au centre de i-contact, à l'accueil sur rendez-vous ou encore au centre d'appel en 0800, soit un numéro surtaxé. Pour la direction, ce numéro surtaxé coûtera moins cher aux usagers qu'un ticket de bus ou de tram pour aller au centre le plus proche. Peut-être, mais les gens qui se rendent physiquement au trésor public, c'est souvent parce qu'ils ont des problèmes : ils ne peuvent pas payer ou demandent un étalement... Voilà qui rajoute à la note.

**3** Le centre de rattachement pour les Raismois sera Valenciennes. En l'occurrence, ce n'est pas le plus proche puisqu'il y a Anzin sur leur route. Du coup, un accueil va tout de même être assuré à Anzin chaque semaine par un contrôleur de Valenciennes qui va être dépêché dans cette trésorerie. « Le risque c'est que les gens s'agglutinent devant les portes d'Anzin, car ils voudront garder leur service de proximité » craint un cégétiste. Au syndicat Solidaire, on s'interroge sur l'organisation. Certes la permanence fiscale est maintenue à Anzin, mais pourquoi alors avoir concentré sur Valenciennes les personnes qui s'en occupaient avant dans ce bureau ? Tout ça pour en faire revenir une ensuite...

**4** Pour ceux qui se rendront à Valenciennes, l'affaire ne sera pas simple : stationnement très difficile pour les automobilistes et longueur du trajet pour ceux qui emprunteront les transports en commun. Sans parler de l'affluence dans les locaux : Anzin, c'est 18 000 usagers et 5 000 pour Raismes.



Le centre des impôts d'Anzin est, pour l'heure, épargné par la restructuration de l'administration fiscale. ARCHIVES THOMAS LO PRESTI.

Syndicats et élu sur la même ligne

Cette fermeture s'inscrit bien entendu dans la volonté de diminuer le nombre de fonctionnaires en France. Selon la CGT, 1534 postes vont être supprimés en 2017 dans les finances publiques dont 74 dans le département du Nord. « Nous représentons seulement 6 % des fonctionnaires d'État mais pourtant 54 % des suppressions d'emplois en 2016 » calculait un délégué syndical CGT. « Chez nous, c'est 2 postes sur 3 qui ne sont pas remplacés ». En 10 ans, cela représente un tiers en moins d'effectifs dans le Nord. Pour Raismes plus précisément, Laury Morel, du syndicat Solidaire, estime que la mobilisation a été forte : pétition en ligne, plus 3000 signatures sur le papier, soutien des élus locaux et des parlementaires.

Aymeric Robin, le maire de Raismes, lui parle de « colère » avant « l'incompréhension ». Il fustige « des arguments fallacieux, uniquement guidés par des choix de rationalisation, avant de prendre en compte la notion de services rendus. » Surtout que Raismes compte des quartiers prioritaires : « A Raismes, ce n'est pas de conseil en défiscalisation dont les gens ont besoin ! » Il parle de « cauchemar » pour les gens de Sabatier ou de Vicoigne qui vont devoir se rendre jusqu'au centre des impôts de Valenciennes. Et s'il regrette que la population ne se soit pas suffisamment mobilisée, il persiste pourtant : « Ce n'est pas sur les services de proximité qu'il faut faire des économies. »